

Le secrétaire d'état à la réforme fiscale, Ronald Décembre a procédé, ce vendredi, à l'installation du nouveau directeur général de l'unité de lutte contre la corruption(ULCC), Rodiny Jean-Baptiste. Félicitant le directeur sortant, Antoine Atouriste, pour les efforts ayant permis l'amélioration du classement d'Haïti en ce qui a trait à l'indice de perception de corruption dans le monde, Ronald Décembre a invité l'actuel titulaire de l'ULCC à renforcer la lutte contre ce fléau.

Améliorer le score et l'indice de perception de corruption en Haïti, le faisant passer de 1,8 à 4,5, tel est l'objectif que le président de la République s'est fixé avant la fin de son quinquennat, a rappelé le secrétaire d'Etat à la réforme fiscale.

Dans son discours de circonstances, Ronald Décembre a révélé que l'Etat haïtien qui actuellement, est en passe d'élaborer un budget rectificatif, fait face à de grandes difficultés de financement, notamment à cause de la corruption qui existe dans l'administration publique. Par ailleurs, M. décembre a exhorté le nouveau directeur général de l'ULCC de travailler au renforcement de l'application de la loi du 12 février 2008 sur la déclaration du patrimoine.

En réaction, l'actuel directeur général de l'unité de lutte contre la corruption, Rodiny Jean-Baptiste a promis de garantir la performance de l'institution dont il a pris les commandes aujourd'hui.

C'était l'occasion pour M. Jean-Baptiste de rendre un hommage public à son prédécesseur Antoine Atouriste qui a permis au pays de se doter d'un cadre légal, le 12 mars 2014, pour lutter efficacement contre la corruption sous toutes ses formes.

Rodiny Jean-Baptiste a ainsi pris l'engagement de faire appliquer la loi portant sur la prévention et la répression de la corruption approuvée par la 49e législature.

Notons que l'organisation Transparency International avait publié, en décembre, la version 2014 de l'indice de perceptions de la corruption, révélant qu'Haïti avait obtenu la note de 19 sur 100.

Dans son rapport de l'ONG avait aussi mentionné qu'Haïti conservait le même score qu'en 2013 ; toutefois son classement s'était amélioré, passant de la 163e à la 161e place sur 175 pays analysés.